

40 firmes multinationales dominant le système alimentaire mondial

Le malaise paysan qui s'est exprimé fortement ces dernières semaines n'a pas trouvé d'issue à ses problèmes structurels. C'est toute l'architecture de production et d'échange mondiale qu'il s'agit de changer pour sortir d'un système qui abaisse dans le même mouvement qualité de l'alimentation et conditions de vie agricoles.

L'Humanité [Patrick Le Hyaric](#) le 22.02.24

<https://www.humanite.fr/en-debat/agriculture/colere-des-agriculteurs-le-systeme-alimentaire-mondial-est-domine-par-une-guarantaine-de-firmes-multinationales-analyse-patrick-le-hyaric>

La mise en pause du mouvement d'actions paysannes fomentée par le syndicat cogestionnaire des politiques agricoles favorables aux plus grosses exploitations et aux firmes de l'agrobusiness se fait dans l'amertume et dans la douleur. L'angoisse et la détresse sont loin d'avoir disparu. Tous les travailleurs-paysans savent que [le pouvoir n'a pas répondu aux problèmes fondamentaux](#) auxquels ils sont violemment confrontés. Usant de toutes ses forces et de toute sa ruse, le gouvernement s'est refusé à traiter les deux questions principales auxquelles sont confrontés les travailleurs-paysans : [les prix rémunérateurs du travail](#) et des investissements nécessaires à la production agricole ainsi que le désendettement indispensable pour donner de l'air aux petits et moyens exploitants agricoles.

Aborder ces enjeux revient à mettre en cause le pouvoir exorbitant des grandes firmes agro-industrielles qui pilotent la production agricole et alimentaire. Autrement dit, le capitalisme le plus dur enserrant le travail agricole dans ses féroces tenailles tout en surexploitant les ouvriers dans ses usines. Il n'a, lui, qu'une seule norme ! Le profit le plus élevé possible au détriment de la petite paysannerie, qui doit travailler de plus en plus dur, des salariés de l'industrie de la transformation et de la distribution, des petites et moyennes entreprises qu'il prend au garrot et des consommateurs au pouvoir d'achat toujours plus compressé pour une alimentation de qualité moindre. Le débat autour des « normes » cache fondamentalement la protection de la minorité des grosses exploitations et la grande industrie fournisseuse et acheteuse de la production agricole. Celle-ci est de plus en plus concentrée, mondialisée et financiarisée. Elle surfe sur un marché mondial alimentaire de plus de 8 000 milliards de dollars.

40 firmes multinationales dominant le système alimentaire mondial

Le commerce mondial de céréales est assuré par seulement quatre grandes compagnies géantes aussi puissantes que nombre d'États : Archer Daniels Midland, Bunge, Cargill et Louis Dreyfus. Non contentes de contrôler 90 % du commerce mondial des céréales, ces transnationales s'accaparent désormais des terres, fournissent semences et engrais aux fermiers, achètent leurs céréales puis les transportent par bateaux, les stockent et les revendent sur des marchés boursiers (Bourse de Chicago et Euronext). Le secteur des fruits tropicaux est dominé par trois grands groupes (Dole, Del Monte, United Fruit). Il en est de même dans le secteur du lait, où quelques grands groupes, [dont Lactalis, Danone, Nestlé, font la pluie et le beau temps](#). Lactalis paie ce mois-ci le litre de lait à peine 0,40 centime à la ferme et le revend 1,30 euro. L'industrie de la chimie et des engrais s'accapare les marchés des semences en la liant aux biotechnologies (Bayer-Monsanto, Limagrain, Adventis, Sakata), de la santé animale et végétale liée à la chimie fine (Bayer, le fabricant de glyphosate). La même stratégie est à l'œuvre dans le secteur des pêches maritimes, où des armateurs internationaux font naviguer sur nos mers des bateaux-usines qui écrasent la pêche artisanale et détruisent la ressource en poisson tout en raclant le fond des mers.

Le système alimentaire mondial est dominé par à peine une quarantaine de très grandes firmes multinationales. Les fonds financiers y investissent massivement. Leur préoccupation n'est donc ni le sort des petits paysans, ni des pêcheurs, ni celui des citoyens-consommateurs, ni la souveraineté alimentaire, ni la vie rurale, ni la santé humaine et animale, ni la biodiversité, ni le climat.

Leur seul souci est la rentabilité maximale du capital à court terme. C'est pour leur permettre d'atteindre ces objectifs que les gouvernements et les institutions internationales – de l'Union européenne à l'Organisation mondiale du commerce en passant par le Fonds monétaire international – ont dérégulé les marchés et les prix. Quand il place un pays sous un plan d'ajustement structurel, le Fonds monétaire international n'hésite pas à exiger de celui-ci d'abandonner son agriculture nourricière au profit de cultures d'exportation pour rembourser des prêts et d'astronomiques intérêts de la dette. C'est la famine dans le pays en question, mais la fête pour les fonds financiers.

La fin du plan dit « Écophyto »

Ce débat est caché. Or, il y a bien une incompatibilité majeure, un antagonisme fondamental entre cet objectif cannibale et la sécurité alimentaire mondiale, la souveraineté alimentaire des pays et des peuples, la protection de l'environnement. Autrement dit, il y a bien une contradiction fondamentale entre le grand capital internationalisé et l'alimentation, la vie paysanne et la biodiversité. La contradiction entre le combat contre la faim et les dégradations de la qualité alimentaire, source de redoutables maladies comme l'obésité, le diabète, les maladies cardio-vasculaires et des cancers, est antagonique avec le capitalisme. Tel devrait être le débat que devrait porter avec force le mouvement progressiste de transformation sociale et écologique. Doit-on laisser ce système maîtriser « l'arme alimentaire » théorisée aux États-Unis ?

C'est d'abord pour protéger ce capital que les gouvernements successifs et [les instances européennes ont détruit les mécanismes de prix de base intracommunautaire](#) et que le premier ministre met fin [au plan dit « Écophyto »](#). Ce plan visait à réduire de moitié l'usage des pesticides d'ici à 2030. C'est une carte blanche donnée à la firme Bayer, qui fabrique le glyphosate, qui fait monter ses profits à mesure que l'infertilité et les maladies chroniques augmentent dans la population, que près du tiers de nos concitoyens reçoivent une eau ne répondant pas aux critères de qualité pour cause de pesticides et de métaboliques.